

## CONTRIBUTION DU Groupe CRI

Sur le « *Projet de convocation d'une conférence des forces saines du trotskysme et des organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes adopté par le CWG, le GB, le GOI, la LOI, LM, juillet 2003* ». Contribution soumise à la discussion des organisations signataires le 27 septembre 2003.

### 1. Sur l'objectif général de la conférence internationale

Tout en regrettant de n'avoir pas été associé à l'élaboration de cet appel à une conférence internationale, comme cela avait pourtant été envisagé avec le GB et la LOI fin avril 2003, le Groupe CRI déclare siennes les motivations des organisations qui l'ont rédigé et signé. En particulier, il partage les appréciations et caractérisations suivantes, contenues dans le préambule qui justifie cette initiative : prise de position pour la défaite de l'impérialisme dans la guerre contre l'Irak ; caractérisation de l'époque actuelle comme celle de défaites du prolétariat international et des peuples opprimés face aux offensives de l'impérialisme, alors que la période précédente était au contraire celle d'une montée pré-révolutionnaire et révolutionnaire ; dénonciation du rôle décisif des directions traîtres « traditionnelles » du mouvement ouvrier (les PC, la social-démocratie, les directions syndicales, etc...); dénonciation du Forum social mondial dans lequel ces directions tendent aujourd'hui à se grouper ; dénonciation du nationalisme bourgeois et petit-bourgeois traître des pays opprimés ; dénonciation de l'ONU, institution intégralement impérialiste ; dénonciation du rôle complètement et définitivement néfaste que jouent de plus en plus dans la lutte de classe les différentes organisations centristes révisionnistes et liquidatrices de la IVE Internationale, suppôts des appareils contre-révolutionnaires (SUQI, lambertisme, LO en France, MST et PO en Argentine, etc.).

Ces éléments (correctement précisés par la suite dans plusieurs points de l'appel) sont fondamentaux, ils constituent les bases trotskystes rendant possible et nécessaire la discussion. En conséquence, le Groupe CRI partage l'objectif de la conférence internationale : « empêcher que le

*drapeau du trotskysme et du marxisme révolutionnaire reste entre les mains de ces usurpateurs et imposteurs, regrouper les rangs dispersés des internationalistes révolutionnaires, combattre pour mettre sur pied des partis léninistes de combat, les doter d'un centre international* ». Il est donc d'accord pour dire que « *le regroupement des forces saines du mouvement ouvrier et en particulier de ceux qui se revendiquent de la continuité du trotskysme et de la IVE Internationale est indispensable* ». Il demande dès lors à participer à la « *conférence internationale pour avancer dans la mise sur pieds d'un Centre international du marxisme révolutionnaire* », et à sa préparation.

Cependant, le Groupe CRI n'est pas convaincu à ce stade que, dans son état actuel, le texte proposé soit suffisamment clair et précis pour faire réellement avancer la discussion. En effet, au-delà d'un certain nombre de rappels certes tout à fait essentiels, mais néanmoins fort généraux, avec lesquels les trotskystes authentiques ne peuvent qu'être d'accord, il est douteux que ce texte permette de se diriger concrètement vers l'élaboration d'une stratégie générale et d'une orientation pratique dans la lutte de classe qui puissent devenir communes aux différentes organisations parties prenantes de cette conférence. C'est pourquoi, dans le souci de commencer immédiatement la discussion de fond, la présente contribution s'arrêtera en priorité sur les points de l'appel qui semblent insuffisants, confus ou erronés.

### 2. Sur la situation objective générale et dans certains pays en particulier : confusion dans l'analyse et surestimation des possibilités révolutionnaires de la lutte de classe actuelle

Le texte témoigne tout d'abord (et c'est le problème essentiel) d'une grande confusion dans son appréciation générale de la situation mondiale (A) et, en conséquence, d'une surestimation abstraite des possibilités révolutionnaires de la lutte de classe dans différents pays (B).

(A) *Sur la situation mondiale : phrases toutes faites et schématisation... ou analyse marxiste ?*

#### **a) Les forces productives n'ont pas cessé de croître : rompre avec le lamberto-morénisme**

L'appel parle à plusieurs reprises d'une « crise économique mondiale ». Il semble considérer qu'il s'agit là d'une évidence. Pourtant, à aucun moment on ne comprend réellement ce qu'il entend par cette expression : signifie-t-elle qu'il y a un ralentissement de la croissance économique mondiale depuis 2001, incluant des tendances à la récession — ce qui est vrai ? Ou désigne-t-elle une « crise » structurelle générale du capitalisme — ce qui est faux ?

La position des organisations signataires s'éclaire dans les points 1, 2 et 20 du développement. Pour le dire en un mot, il découle de leurs affirmations que, comme les lambertistes et les morénistes dont plusieurs d'entre elles sont respectivement issues, elles pensent manifestement que « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître ». Elles parlent de « *capitalisme décadent* », nient que le capitalisme soit capable de « *trouver les moyens de surmonter ses crises* » et affirment que « *depuis longtemps le capitalisme a épuisé son rôle progressiste* » (point 1) ; elles affirment même que « *la contre-offensive impérialiste actuelle et la guerre contre l'Irak sont la réponse du système capitaliste agonisant, dans sa phase impérialiste, incapable de surmonter les frontières nationales, etc.* » (point 1) ; elles caractérisent enfin l'époque actuelle comme une « *époque de crises, de guerres et de révolutions, mettant en évidence toutes les caractéristiques du capitalisme en décomposition* » (point 20)...

Le Groupe CRI souhaite ouvrir une discussion de fond sur cette question. Selon lui, pareille position relève du fantasme, de la métaphysique et de l'aveuglement dans l'analyse. Il s'agit là du « placage » formaliste, dépourvu d'esprit critique et de sens théorique, de schémas tout faits sur une situation à laquelle ils ne correspondent pas ou plus. Il n'est pas possible de procéder ici à une réfutation et à une démonstration qui ont déjà été faites ailleurs (cf. sur le site <http://groupecri.free.fr> les deux textes de L. Wolfgang qui font la critique du livre du chef lambertiste Daniel Gluckstein, *Mondialisation et lutte de classes*, et la contribution d'Antoni Mivani sur les forces productives, qui

sera mise en ligne très prochainement ; précisons que les remarques de ces trois contributions valent de manière générale contre l'ensemble de la « théorie » non-marxiste développée par Lambert-Chesnais-Just à la fin des années 1960, suivie également par Moreno et reprise par la plupart des groupes et organisations issues de ces deux courants — et par elles seules dans le monde entier... — quelles que soient les différences de formulations). Mais il faut dire très clairement qu'il est indispensable, pour qui veut progresser dans la construction du parti marxiste, de rompre définitivement avec les mythes et les fantasmes sur la « décadence du capitalisme » et le non-développement des forces productives ; il est nécessaire de rompre avec les phrases toutes faites et les schémas sclérosés, afin d'avancer avec lucidité et rigueur sur la voie d'une compréhension scientifique du présent, grâce à la théorie maîtrisée d'un marxisme vivant.

#### **b) La révolution prolétarienne : force transcendante... ou réalité concrète ?**

En étroite corrélation avec cet aveuglement dans l'analyse de la situation mondiale, l'appel parle de « la révolution » en soi (par exemple vers la fin du préambule : « *les événements incandescents de la situation internationale : la crise, la révolution et la guerre* »), comme s'il s'agissait d'un processus permanent en cours, qui se réaliserait schématiquement à travers chaque soulèvement populaire, chaque changement de régime bourgeois, voire chaque chute de gouvernement sous la pression des masses. Pourtant, il est clair que la période actuelle, comme l'appel le dit lui-même correctement par ailleurs, est celle des défaites successives du prolétariat mondial depuis vingt ans environ ; elle n'est pas l'époque d'une extension de la révolution prolétarienne, socialiste ; aussi spectaculaires soient-ils, il n'est absolument pas possible, à moins de tomber dans l'empirisme le plus superficiel, de confondre avec le processus de la révolution prolétarienne tel ou tel soulèvement populaire n'entraînant qu'une chute de gouvernement (comme en Argentine en 2001) ou même provoquant en outre une chute de régime (comme en Indonésie ou en Albanie en 1997). Tant que la bourgeoisie maîtrise la

situation en s'en sortant par la répression et éventuellement par un changement de gouvernement, ou même par un bouleversement de son mode de domination (régime politique), on ne peut parler de révolution prolétarienne. Là encore, il convient de rompre avec les formules toutes faites, sources potentielles d'illusions, qui véhiculent une sorte de mythe de la Révolution, présentée comme une réalité transcendante aux processus historiques réels, comme un *deus ex machina* qui s'incarnerait dans chaque événement un tant soit peu spectaculaire de la lutte de classe internationale. Car, comme le disait Lénine, seule une « analyse concrète de la situation concrète », qui suppose des formulations rigoureuses d'ambition scientifique, permet une intervention correcte et efficace dans la lutte de classe.

#### **c) La crise de la conscience de classe : répéter les phrases du passé... ou analyser le présent ?**

Enfin, en liaison avec cette caractérisation abstraite et erronée de la situation objective, l'appel nie qu'il y ait aujourd'hui une crise de la conscience de classe, une « *crise de subjectivité des masses* » et un « *retard de sa conscience* » (point 20). Il s'en tient à une répétition là encore formaliste et métaphysique de la célèbre formule du *Programme de transition* : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* » Or cette phrase ne reste vraie aujourd'hui qu'à condition de la préciser : dans tous les pays, quoique selon des formes et des rythmes divers, *la crise de la direction révolutionnaire a conduit à une crise du mouvement ouvrier lui-même*, une crise de décomposition des organisations et de la conscience de la classe ouvrière, sous l'effet combiné de la contre-offensive générale de l'impérialisme, commencée à la fin des années 1970, appuyée par la social-démocratie et les bureaucraties syndicales réformistes traditionnelles, et de la crise ouverte, puis de l'effondrement de l'URSS, de ses satellites et des partis communistes partout dans le monde. Ne pas comprendre que la question de la crise de la direction révolutionnaire se pose de manière qualitativement différente lorsque le mouvement ouvrier cesse d'être puissant, lorsque les partis communistes se sont effondrés, lorsque la social-démocratie est devenue (ou est en train de devenir)

non plus seulement aux yeux des révolutionnaires, mais aux yeux des masses elles-mêmes, notamment dans les pays impérialistes, un des principaux partis de la bourgeoisie — c'est là encore s'aveugler et se contenter d'appliquer mécaniquement les schémas du passé sur la situation présente.

Rappelons rapidement ici quels sont à ce sujet les arguments du Groupe CRI (on pourra consulter par ailleurs sur le site déjà indiqué le *Projet de programme CRI*, partie I). Dans la plupart des pays du monde, le « stalinisme », considéré en tant que courant politique organisé, en est à la phase ultime de sa décomposition. Quant à la social-démocratie classique, la situation est plus différenciée selon les pays, mais partout elle cesse d'être une force ouvrière-bourgeoise et devient une force purement et simplement bourgeoise car elle a abandonné toute référence, fût-elle simplement formelle, au socialisme, à l'objectif de rompre avec le capitalisme et même à la lutte de classe ; de plus, quand elle exerce le pouvoir, c'est pour mettre en œuvre les contre-réformes nécessaires au capital et casser les conquêtes ouvrières (alors que, autrefois, jusque dans les années 1970, lorsque la social-démocratie exerçait le pouvoir, en général avec le soutien des staliniens, c'était ou bien en réalisant des réformes dans le cadre d'un compromis de long terme avec la bourgeoisie — comme par exemple en Suède, en Australie, en Grande-Bretagne, etc. —, ou bien pour briser une montée révolutionnaire, donc de manière brève, juste le temps pour la bourgeoisie d'utiliser le contrôle social-démocrate des masses pour rétablir l'ordre bourgeois ébranlé, au prix de concessions sociales substantielles — comme en Allemagne après la Première Guerre mondiale, en France en 1936, au Chili en 1973, etc.) ; enfin et corrélativement, la social-démocratie a cessé de rassembler des masses prolétariennes. En un mot, aujourd'hui, les partis sociaux-démocrates sont devenus (PS en France, Parti travailliste en Grande-Bretagne...) sont en train de devenir (SPD allemand...) ou deviendront dans la prochaine période (PT brésilien...) des partis semblables, toutes choses égales par ailleurs, au parti démocrate américain (parti bourgeois auquel est lié la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO).

Bien évidemment, cela n'enlève rien à la nécessité de dénoncer et de combattre les directions

des organisations ouvrières lorsque celles-ci continuent de rassembler massivement les travailleurs malgré leur crise de décomposition plus ou moins avancée — c'est-à-dire, en fait, avant tout les syndicats ; mais cela modifie la manière dont le combat pour le parti révolutionnaire doit être mené : les restes du stalinisme décomposé, d'une part, et la social-démocratie devenue purement et simplement une force bourgeoise aux yeux des masses elles-mêmes, d'autre part, ne représentent plus pour celles-ci les forces capables de réaliser leurs espoirs en un monde meilleur débarrassé du capitalisme. La crise générale du mouvement ouvrier, donc de la conscience de classe, qui en résulte, affaiblit la capacité de résistance de la classe ouvrière confrontée aux attaques de la bourgeoisie ; mais, en même temps, cela crée une situation inédite, où les travailleurs et notamment les jeunes générations ne sont plus captés dès leur éveil politique par les « lieutenants bourgeois de la classe ouvrière » et sont par là même beaucoup plus aisément accessibles qu'autrefois pour les organisations communistes révolutionnaires authentiques. À condition du moins que celles-ci sachent rompre avec les phrases toutes faites et les schémas sclérosés du vieux « trotskysme » officiel, qu'elles sachent élaborer leurs propres analyses et orientations actuelles et vivantes, en partant des revendications et aspirations des masses pour les faire rompre avec l'idéologie bourgeoise dominante qui gangrène la conscience de tout le monde dans les sociétés capitalistes et pour guider ainsi concrètement leur combat sur la voie du programme communiste révolutionnaire. En ce sens, il est juste de dire que la crise générale de la subjectivité prolétarienne (organisation et conscience corrélativement) est bel et bien devenue l'un des défis majeurs que les organisations révolutionnaires ont à relever.

(B) *Sur la situation dans quelques pays... ou comment prendre ses rêves pour des réalités*

L'application de schémas abstraits conduit à une vision erronée de la situation dans les différents pays évoqués dans l'appel à la conférence internationale ; cette vision erronée consiste de manière générale en une *surestimation des possibilités*

*révolutionnaires de la lutte de classe actuelle.*

#### **a) Argentine : révolution... ou soulèvement populaire limité et partiel ?**

Tout d'abord, le texte parle constamment de la « révolution argentine » (dans le préambule, dans le point 11, dans le point 12... ; c'est même là l'événement dont il parle le plus souvent...). Pourtant, y a-t-il eu passage du pouvoir d'une classe sociale à une autre en Argentine ? Y a-t-il eu du moins une généralisation et fédération nationale des assemblées populaires, des assemblées *piquetera* et des usines occupées, ouvrant une situation de double pouvoir ? Y a-t-il même eu simplement un changement de régime de la bourgeoisie ? La réponse à ces trois questions est clairement négative : il n'y a donc pas eu de révolution en Argentine. De plus, il n'y a même pas eu de situation révolutionnaire ouverte : d'un bout à l'autre, la bourgeoisie, même si elle a été ébranlée et a plus d'une fois vacillé, a réussi à contrôler la situation, tout particulièrement grâce à la bureaucratie péroniste. De fait, le prolétariat industriel ne s'est pas mobilisé en tant que tel ; il n'a pas bougé en dehors des journées de prétendue « grève générale » auxquelles il était obligé de participer par la bureaucratie, sous peine de licenciement, mais dont la fonction n'était absolument pas d'engager un combat véritable contre le régime (elles ont servi avant tout de soupapes de sécurité et de moyens de pression au service des intérêts de la bureaucratie péroniste elle-même). En réalité, la mobilisation a été le fait avant tout de la petite bourgeoisie citadine ruinée ou appauvrie par les banques, d'une fraction des chômeurs (mais on n'a jamais compté plus de 100 000 *piqueteros* sur 3 millions de chômeurs officiels et 6 millions de chômeurs réels) et de quelques secteurs isolés du prolétariat des petites et moyennes entreprises (usines occupées). Une appréciation correcte de ce qui s'est passé en Argentine en 2001-2002 consiste donc à dire qu'*une partie des masses populaires a réalisé les premiers pas d'une mobilisation pré-révolutionnaire partielle* ; un point, c'est tout. Certes, cela aurait pu déclencher une révolution ; mais, en raison du sang-froid et de l'expérience de la bourgeoisie, en raison de la puissance de la bureaucratie péroniste à son service et faute de disposer

d'organisations ouvrières indépendantes et en particulier d'une direction révolutionnaire, la mobilisation n'est pas allée plus loin, et elle a finalement été défaite de manière globalement pacifique, notamment par le recours aux urnes.

Or, emporté dans son élan, le texte va jusqu'à parler du « *régime infâme haï par les masses* » (préambule). Comment peut-on à ce point persister dans la surestimation de la situation en Argentine, dans un texte qui a pourtant été écrit en juillet 2003, soit deux mois après que le prolétariat et les masses d'Argentine, faute d'avoir pu poursuivre leur mobilisation, aient choisi un retour à l'ordre en renouvelant par le vote leur soutien au péronisme le plus traditionnel, à la surprise de toutes les organisations trotskystes et pseudo-trotskystes qui n'avaient que les mots de « révolution argentine » ou de « situation révolutionnaire » à la bouche ? Là encore, nier qu'il y ait une « crise de la subjectivité » en Argentine comme ailleurs, c'est s'aveugler au lieu d'examiner lucidement la situation, qu'elle nous plaise ou non.

Enfin, cette surestimation de la situation en Argentine en 2001-2002 détermine les limites de l'orientation préconisée par le point 12 de l'appel, qui est une orientation trop unilatérale pour ne pas être essentiellement propagandiste dans le contexte objectif. Certes, il est juste de dire qu'il était nécessaire de développer cette ligne « soviétiste » dans le cadre des assemblées *piquetera*, des assemblées populaires et des usines occupées ; mais, tout en s'appuyant sur l'acquis fondamental que représentait l'existence même de ces structures d'auto-organisation, il fallait savoir *en même temps* combiner une telle *perspective* avec des *mots d'ordre transitoires*, seuls capables de mobiliser la majorité du prolétariat et des masses populaires qui, encore une fois, restait en dehors de ces hauts lieux de la mobilisation spectaculaire. Il était indispensable de ne pas se faire croire à soi-même que le patient et difficile travail visant à faire rompre les masses avec leurs représentations politiques traditionnelles, et en particulier avec le péronisme, fût devenu inutile, sous prétexte qu'une fraction ultra-minoritaire était plus ou moins profondément radicalisée. En ce sens, dans l'état actuel de son information et de sa réflexion, le Groupe CRI estime que le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et

populaire » et même, à certains moments, celui d'« assemblée constituante libre et souveraine » était justes, contrairement à ce que pensent les camarades de la LOI et du GB, car ils permettaient de faire comprendre aux masses et au prolétariat en particulier qu'il était nécessaire et possible de rompre avec le régime bourgeois et ses deux partis, d'exiger et d'imposer la rupture des directions syndicales avec le péronisme tout en commençant à expulser des syndicats les bureaucrates les plus ouvertement corrompus, en un mot de réaliser le front unique ouvrier pour le gouvernement des organisations ouvrières et populaires. Cela n'aurait rien eu de contradictoire, mais aurait au contraire dû être combiné avec le combat pour le développement des organismes d'auto-organisation, dans la perspective de créer une situation de double pouvoir. (Sur l'analyse de la situation argentine en 2001-2002 et l'orientation qu'il aurait fallu y développer selon lui, le Groupe CRI a presque fini de rédiger une brochure spéciale qu'il adressera très prochainement aux organisations signataires.)

**b) Palestine : « lutte héroïque du peuple »... ou désarroi et actes désespérés ?**

Le texte parle également d'une « lutte héroïque du peuple palestinien » (préambule). Mais de quoi s'agit-il au juste ? Depuis l'automne 2001, on n'assiste pas à une lutte héroïque du peuple palestinien en tant que tel, mais uniquement à une « résistance passive » et à des attentats terroristes organisés par les groupes petits bourgeois nationalistes, en particulier islamistes. Le peuple palestinien, et en particulier son prolétariat, est plongé au contraire dans une relative apathie, qui témoigne de son immense désarroi face à l'impasse dans laquelle l'a conduit sa représentation politique traditionnelle, l'OLP et Arafat. Aujourd'hui, le peuple palestinien fuit les organisations rassemblées dans l'OLP, tant il est écœuré par la trahison de ses intérêts nationaux dont elles se sont rendues coupables, par les capitulations permanentes de la prétendue « Autorité palestinienne » et par la corruption de la bourgeoisie palestinienne. Une fraction de plus en plus importante du peuple palestinien en Palestine est contrôlée par le Hamas, qui développe une politique d'implantation en profondeur dans la

population, en assurant toujours davantage les fonctions de police et surtout l'assistance sociale à grande échelle ; aux yeux de cette fraction du peuple palestinien, seuls le Hamas et les autres forces islamistes (petites bourgeoises réactionnaires) poursuivent le combat contre l'État sioniste ; mais comme il le fait par la méthode petite bourgeoise impuissante du terrorisme individuel contre les civils juifs (méthode correctement dénoncée dans le point 13 de l'appel), il est clair que l'on ne peut pas parler aujourd'hui d'une lutte du peuple palestinien en tant que tel ; tout au contraire, *la crise de la représentation politique palestinienne est telle que, malgré la politique d'escalade et de provocations incessantes de Sharon, la résistance du peuple palestinien est à l'un des points les plus bas qu'elle ait jamais atteint.*

En liaison avec cette surestimation de la combativité palestinienne actuelle, le point 17 de l'appel est beaucoup trop abstrait et propagandiste. On y lit, en effet : « *Nous combattons pour la destruction de l'État d'Israël, et pour un État palestinien laïque, démocratique et non raciste, pour un gouvernement ouvrier et paysan dans la perspective d'une Fédération de Républiques socialistes du Moyen-Orient.* » Certes, tel est l'objectif de tous les militants trotskystes et révolutionnaires dignes de ce nom. Mais cette perspective — qu'il est indispensable de présenter ouvertement aux yeux des masses — ne fait pas une politique concrète. Là encore, il est nécessaire d'élaborer des mots d'ordre de transition pour intervenir pratiquement dans la lutte de classe. Pour sa part, le Groupe CRI estime qu'il est nécessaire de faire converger ces mots d'ordre vers celui d'*Assemblée constituante palestinienne*, afin que les travailleurs arabes et juifs de Palestine comprennent qu'il leur appartient de trouver eux-mêmes les formes de leur union dans une seule et même République laïque et démocratique ; c'est là un mot d'ordre indispensable à la fois pour que le prolétariat et les masses arabes rompent avec le nationalisme bourgeois et petit-bourgeois et pour que le prolétariat et les masses d'Israël rompent avec le sionisme, comprennent que la seule solution pour en finir avec la spirale de la violence sioniste est la substitution à l'État sioniste lui-même d'une République dont ils auront eux-mêmes élaborées les formes — et pour laquelle l'organisation communiste

révolutionnaire internationaliste doit proposer d'emblée quant à elle le programme de la révolution socialiste. (Nous remarquons d'ailleurs que le GB est d'accord pour sa part avec l'utilisation de ce mot d'ordre en Palestine, comme le montre sa déclaration sur l'Argentine d'avril 2002.)

**c) France : exiger la grève générale dès avril-mai 2002 ?**

La dénonciation (dans le préambule) de l'appel à voter Chirac lancé par la LCR pabliste est parfaitement juste, de même que celle de LO et du PT, qui ont refusé de combattre pour le boycott ouvrier et populaire au deuxième tour de ces élections ; cependant, dire qu'il fallait combattre pour la « grève générale avant le second tour » témoigne encore une fois d'une tentative de plaquer des mots d'ordre certes très plaisants, mais parfaitement abstraits, c'est-à-dire inadéquats à la situation concrète. En effet, une telle perspective n'était pas alors à l'ordre du jour et était loin de correspondre à l'état d'esprit des masses. Ce n'est qu'à partir de janvier 2003 (la victoire du « non » au référendum d'EDF-GDF et les larges mobilisations contre la guerre en Irak, puis contre la réforme des retraites) que la lutte de classe est entrée en France dans une phase ascendante, donnant au mot d'ordre de grève générale (concentré dans l'exigence que les organisations ouvrières appellent à la grève générale) une actualité concrète pour des centaines de milliers de travailleurs. Au printemps 2002, en revanche, c'eût été semer ses propres illusions dans la tête des masses que de prétendre possible la grève générale contre les élections (de même que, aujourd'hui, en septembre 2003, la grève générale, trahie par les appareils en mai-juin, n'est plus à l'ordre du jour et ne peut donc plus faire l'objet d'un mot d'ordre dans l'intervention pratique).

**d) Pays impérialistes : généralités propagandistes... ou programme de transition ?**

L'orientation préconisée pour les pays impérialistes en général est encore plus abstraite si possible que dans le cas des autres pays évoqués. Tout d'abord, les indications sur la situation objective en Europe, aux États-Unis et au Japon sont presque inexistantes dans l'appel. Pour les

États-Unis, on n'a qu'une dénonciation générale et banale de « la politique nationale-patriote de l'AFL-CIO » (point 3) ! Pour l'Europe, outre quelques caractérisations en trois mots et pas davantage de tel ou tel gouvernement ou régime, on n'a qu'une déclaration extrêmement vague et d'ailleurs simpliste qui « dénonce l'utopie d'une Europe capitaliste unie » (*idem*)...

Or cette très grave carence de l'appel témoigne à elle seule d'une orientation erronée ; car il est clair qu'aucune politique communiste révolutionnaire digne de ce nom ne peut être envisagée si elle ne part pas d'abord de la situation de la lutte de classe dans les pays impérialistes, qui sont le cœur du système capitaliste mondial, et où le prolétariat a par conséquent à jouer un rôle déterminant pour la lutte de classe internationale. Cela doit être dit clairement, afin d'écarter cette tendance empiriste qui consisterait à sous-estimer l'importance de la lutte de classe dans les métropoles impérialistes, sous prétexte qu'elle a actuellement des formes moins spectaculaires qu'en Palestine ou dans certains pays d'Amérique latine, lesquels ne sont cependant que les maillons faibles de la chaîne impérialiste. Une conférence internationale d'organisations communistes révolutionnaires qui n'accorderait pas, dans la mesure de ses moyens, une priorité politique à la définition de l'orientation stratégique qu'il convient de mettre en œuvre dans les pays impérialistes, avant tout aux États-Unis, en Europe occidentale (notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France et en Italie) et au Japon, ne pourrait être caractérisée comme une conférence réellement communiste internationaliste.

En conséquence de cette totale absence ou vacuité des indications sur la situation des pays impérialistes, l'orientation préconisée par l'appel se ramène à une ligne de propagande pure, qui ne permet absolument pas de savoir quelle politique concrète proposent les organisations signataires. Dans le point 16 de l'appel, celles-ci déclarent : « Nous appelons tous les courants qui disent combattre pour les intérêts de la classe ouvrière à rompre avec la bourgeoisie et à entamer la lutte pour le pouvoir basée sur les organismes d'autodétermination et sur l'armement des masses. » Et, dans le point 4, elles « appellent la classe ouvrière européenne (...) au combat pour mettre en échec les gouvernement et

les régimes des puissances impérialistes, pour renverser la bourgeoisie, démolir l'État bourgeois et imposer la dictature du prolétariat dans ces pays, etc. » Tout cela est certes l'objectif de toute organisation communiste révolutionnaire ; mais, dans la situation actuelle, c'est parfaitement abstrait, cela ne saurait suffire pour définir une orientation concrète dans la lutte de classe. D'ailleurs, formellement, les organisations liquidatrices du trotskysme ne sont pas en désaccord avec pareils objectifs ; or le refus de l'opportunisme et de la couverture des appareils qui caractérisent leur politique ne saurait signifier une chute dans la simple répétition des bases les plus élémentaires du programme (même si, encore une fois, il est indispensable de populariser celles-ci avec constance).

Pour le Groupe CRI, la conférence internationale de décembre ne saurait se limiter à ce type de déclarations beaucoup trop générales et vagues, au risque de ne déboucher que sur des convergences superficielles qui ne résisteront pas à leur mise en œuvre pratique si les orientations concrètes à suivre dans chaque pays n'ont pas été élaborées collectivement de la manière la plus claire et la plus précise possible. Autrement dit, il est indispensable que la conférence internationale ait l'objectif d'aboutir non pas seulement à une ou plusieurs « déclarations » communes, mais à une véritable plate-forme d'action commune, qui soit conçue comme l'embryon du programme de transition actualisé qu'une nouvelle organisation internationale aurait pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre. Cette plate-forme d'action commune devra partir d'une analyse de la situation internationale, intégrant en priorité une analyse de la situation dans les principaux pays impérialistes, comprenant nécessairement une analyse de la situation dans les autres grandes régions du monde (Moyen-Orient, Afrique, Amérique latine, ex-URSS, Chine, Inde...); et elle devra déboucher sur des mots d'ordre de transition adaptés à ces différentes situations, avec des exemples concrets (en particulier pour les principaux pays impérialistes, et si possible pour la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, la Palestine, l'Afrique du Sud..., ainsi bien évidemment que pour les pays où interviennent les organisations parties prenantes de la conférence, c'est-à-dire pour le moment, outre la France,

l'Argentine, le Chili, le Pérou et la Nouvelle-Zélande).

### e) Brésil : l'appel à voter Lula au second tour était-il incorrect en lui-même ?

Enfin, le cas du Brésil doit être examiné ici car la très brève indication du préambule de l'appel à son sujet témoigne là encore d'une manière propagandiste et abstraite de poser les problèmes de la lutte de classe ; or, même si cela n'est pas dit explicitement, cela semble justifié aux yeux des rédacteurs par une surestimation de la situation dans ce pays. En effet, on ne peut mettre sur le même plan le « soutien (que les) courants révisionnistes du trotskysme et liquidateurs de la IVe Internationale ont ouvertement » apporté à la coalition électorale Lula-Alencar, puis au gouvernement depuis janvier 2003, d'une part, avec l'appel à voter pour Lula au second tour de l'élection présidentielle en octobre 2002, d'autre part. Pour le Groupe CRI, si le soutien au programme électorale et au gouvernement de Lula-Alencar est bien une trahison, l'appel à voter Lula dans un contexte qui n'était nullement révolutionnaire et dans le cadre du deuxième tour des élections présidentielles était juste, à condition qu'il s'accompagne bien évidemment d'une exigence de rupture de l'accord de front populaire avec Alencar.

En effet, tout le monde savait que les masses allaient se saisir de cet événement électorale pour chasser FHC et pour dire leur volonté de rupture avec le FMI et le régime honni ; tout le monde savait que le prolétariat et les paysans pauvres allaient massivement voter pour Lula malgré Alencar, car ils considéraient que le PT et Lula étaient leurs représentants historiques. Dès lors, pour qu'ils comprennent la véritable nature de Lula et du PT (parti ouvrier-bourgeois), il fallait qu'ils fassent leur propre expérience, qu'ils éprouvent la trahison non par sur le papier, mais dans leur chair. C'est pourquoi il était juste à la fois de dénoncer Lula et le PT (c'eût été d'ailleurs nécessaire de dénoncer ces traîtres réformistes même s'ils ne s'étaient pas alliés avec Alencar !), d'exiger la rupture avec Alencar et, en même temps, d'appeler à voter Lula malgré Alencar, afin qu'il exerce le pouvoir et que la rupture du prolétariat et de la paysannerie pauvre avec le PT réformiste (et ses courants-supplôts soi-disant trotskystes, en fait révisionnistes et centristes) puisse dès

lors commencer. *Car jamais de larges fractions du prolétariat ne se lanceront dans la construction du parti révolutionnaire tant qu'elles garderont leurs illusions dans les partis traîtres ; et seule l'expérience pratique de la vie peut leur faire perdre leurs illusions.* Dans cette perspective, il est clair que la détermination ouvertement pro-impérialiste de la politique menée par Lula-Alencar-Rossetto depuis neuf mois offre de larges possibilités de développement pour une organisation qui serait réellement communiste révolutionnaire, qui dénoncerait donc réellement, quotidiennement, sans concessions, cette politique réactionnaire, et qui organiserait le prolétariat et les paysans pauvres pour la combattre par la lutte de classe la plus résolue.

### 3. Sur le front unique ouvrier et le front unique anti-impérialiste : questions de tactique

(A) *Contre l'application mécanique et schématique de la tactique du front unique ouvrier*

La tactique du front unique ouvrier, incluant l'exigence de rupture des directions des organisations ouvrières avec la bourgeoisie (même si la mise en avant de cette exigence ne saurait en aucun cas constituer l'alpha et l'oméga d'une orientation pratique dans la lutte de classe), est indispensable pour aider les travailleurs à prendre conscience de la nature des directions traîtres de leurs organisations, en qui ils ont en général une certaine confiance. En ce sens, le Groupe CRI est d'accord avec les indications très générales à ce sujet que comporte l'appel, notamment en ces points 3 et 16. Cependant, là encore, on ne peut pas faire comme si nous étions encore à l'époque de la social-démocratie classique et du stalinisme contrôlant les organisations de masse de la classe ouvrière (on ne peut donc se contenter de répéter des phrases aussi générales et évidentes que celles du point 17). Il est en revanche absolument nécessaire d'être précis et concret si l'on veut aboutir à une orientation commune sur les questions d'orientation stratégique et donc également tactique. En particulier, il ne serait pas envisageable que la conférence ne se prononce pas très clairement sur la question de savoir si les organisations

révolutionnaires parties prenantes doivent ou non exiger le front unique ouvrier en s'adressant au Parti travailliste britannique, au PS français, au SPD allemand... — ne fût-ce que lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir, comme c'est le cas par exemple du PS français en ce moment. Cela rejoint évidemment la discussion sur la nature de ces organisations, que nous avons proposée ci-dessus (au point 1, A, c). Pour être parfaitement clair, le Groupe CRI, qui est sur ce point en désaccord avec le GB en particulier, tient à souligner qu'il serait tout à fait erroné et grave d'appliquer cette tactique du front unique ouvrier en exigeant des partis en question qu'ils rompent avec la bourgeoisie, alors même que le prolétariat et les masses ne se font plus — ou se font de moins en moins — d'illusions sur le caractère bourgeois de ces partis, même lorsqu'une partie d'entre eux, du moins de ceux qui votent encore, leur apportent leur suffrage (de même que les ouvriers américains votent de préférence pour le parti démocrate, lorsqu'ils votent).

(B) *Défense de la tactique du front unique anti-impérialiste*

Le Groupe CRI déclare son accord global avec le point 3 (pour la défaite de l'impérialisme face aux nations opprimées) et les points 6 à 8. Cependant, une fois de plus, il regrette que ces derniers se contentent de dénoncer les nationalistes petits-bourgeois sans proposer une orientation précise, c'est-à-dire que, à leur lecture, on ne peut pas comprendre précisément quelle ligne concrète, quels mots d'ordre de transition et quels accords tactiques préconisent les organisations signataires pour faire avancer pratiquement la lutte de classe aujourd'hui dans ces pays.

De plus, le point 5 témoigne d'une grande confusion. La nécessité absolue de défendre le programme de la révolution permanente contre le révisionnisme liquidateur n'implique en aucun cas qu'il faille s'interdire de recourir à une politique de front unique anti-impérialiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Les affirmations que « toutes les bourgeoisies des pays semi-coloniaux sont nécessairement pro-impérialistes » et que « le nationalisme bourgeois et petit bourgeois, laïque ou clérical, capitule de façon permanente devant l'impérialisme » sont parfaitement justes (les points 6 à 8 sont

globalement corrects) ; mais cela ne signifie pas que les communistes révolutionnaires ne puissent réaliser de front unique anti-impérialiste avec les organisations de masse de la petite bourgeoisie paysanne et urbaine ; car, lorsque celle-ci est ruinée ou appauvrie par l'impérialisme, ces organisations ou du moins certains de leurs secteurs tendent souvent à se radicaliser et à se retourner contre l'impérialisme, quoique avec des illusions et dans des limites étroites ; or, dans beaucoup de pays coloniaux et semi-coloniaux, la paysannerie, les masses petites bourgeoises et souvent une partie conséquente du prolétariat lui-même font confiance à ces organisations nationalistes petites-bourgeoises justement parce qu'elles se présentent à eux, plus ou moins frauduleusement, comme nationalistes et anti-impérialistes. Autrement dit, *la tactique du front unique anti-impérialiste est aussi utile et nécessaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux où il existe des organisations nationalistes paysannes ou petites bourgeoises de masse, que celle du front unique ouvrier dans les pays impérialiste et dans tous les pays où il existe des organisations ouvrières-bourgeoises de masse.*

Comme telle, cette tactique ne met nullement en cause le programme de la révolution permanente, du moment qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie d'ensemble visant à mettre le prolétariat à la tête des masses populaires en colère. Seul le prolétariat peut aller jusqu'au bout du combat anti-impérialiste, en rompant avec le FMI, en refusant de payer la dette, en expulsant les bases militaires impérialistes, en rompant les « accords » commerciaux avec l'impérialisme et en expropriant la grande bourgeoisie, qui est nécessairement compradore — bref, en instaurant sa dictature. Cependant, pour parvenir à ce but, le prolétariat, qui est minoritaire dans les pays coloniaux et dans la plupart des pays semi-coloniaux, a absolument besoin de s'allier avec les autres forces et organisations paysannes et petites bourgeoises nationalistes de masse, qui sont incontournables même si elles ne sont que *partiellement et même très partiellement* « anti-impérialistes » tant qu'elles ne subissent pas l'hégémonie du prolétariat et de son parti communiste révolutionnaire.

Bien évidemment, comme la tactique du front unique ouvrier, la tactique du front unique anti-impérialiste n'est légitime que si le

parti révolutionnaire du prolétariat (contrairement au parti communiste chinois dirigé par l'Internationale boukharino-stalinienne dans les années 1920, mais conformément à ce que préconisaient Lénine, puis Trotsky et l'Opposition unifiée) reste *complètement indépendant* d'un point de vue programmatique, organisationnel et militaire, des autres organisations du front, et s'il continue à mettre en avant ses propres mots d'ordre, ses propres perspectives, son propre programme, en critiquant et en dénonçant ouvertement le programme et le double langage de ses alliés temporaires.

#### 4. Sur les pays que le texte appelle « États ouvriers déformés »

Contrairement au texte de l'appel à la conférence internationale (point 9), le Groupe CRI (même si la discussion en son sein n'est pas achevée sur ce point) ne caractérise pas les États de Cuba, du Vietnam, de la Corée du Nord et de la Chine comme des « *États ouvriers déformés* » (et encore moins comme des « *États ouvriers* » tout court, comme le fait le préambule...). En effet, le fait que ce soient des « *pays où le capital a été exproprié* » (préambule) ne suffit pas pour les caractériser ainsi, même si l'on fait abstraction de toutes les mesures de restauration plus ou moins avancée qui y ont été prises par la bureaucratie. L'instauration d'un État ouvrier suppose une révolution prolétarienne ; or il n'y a pas eu de révolution prolétarienne dans ces pays, mais une révolution nationale anti-impérialiste qui a été victorieuse dans le contexte particulier du processus de décolonisation de l'après-Seconde Guerre mondiale et de la « guerre froide », et qui, dans les cas en question, a été jusqu'à l'expropriation du capitalisme privé *afin d'empêcher au maximum les risques d'une recolonisation progressive de fait par l'impérialisme* (telle que celle qui eut lieu notamment en Afrique, en Indonésie et dans une large mesure dans le sous-continent indien). En revanche, le caractère étatique des principaux moyens de production ou encore le monopole du commerce extérieur ne sauraient *suffire* pour définir un État comme « ouvrier », car celui-ci suppose la dictature du prolétariat. On parlera alors par exemple de « collectivisme

bureaucratique », qui n'a de commun avec le socialisme que cet aspect formel qu'est l'étatisation des principaux moyens de production ; autrement dit, celle-ci est une condition nécessaire, mais non suffisante pour définir un État comme « ouvrier ». Par conséquent, le concept d'« État ouvrier déformé à la naissance » est une contradiction dans les termes, une absurdité : un État ouvrier peut dégénérer, comme en URSS (et cette dégénérescence conduit alors nécessairement, tôt ou tard, à un saut qualitatif qui fait que, en l'absence d'une réelle dictature du prolétariat, l'État finit par cesser d'être « ouvrier ») ; mais il ne peut naître dégénéré, ce qui est absurde.

Cependant, il ne semble pas nécessaire de considérer comme prioritaire la discussion sur la nature des États en question, et de l'URSS en particulier... sauf si les organisations parties prenantes de la conférence le souhaitent. En effet, en ce qui concerne l'orientation pratique, le Groupe CRI est d'accord pour se prononcer inconditionnellement pour la défaite de l'impérialisme en cas d'attaque contre ces États ; car, d'une part, toute défaite de l'impérialisme ne peut que renforcer la lutte internationale du prolétariat et des peuples opprimés et, d'autre part, l'indépendance nationale réelle, la nationalisation des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, le plein emploi, etc. sont en eux-mêmes, dans la mesure du moins où ils subsistent (c'est-à-dire de moins en moins) des acquis pour le prolétariat et les peuples. Il est donc nécessaire de se prononcer contre la restauration capitaliste, contre la pénétration impérialiste, pour la défense des nationalisations, pour la préservation ou le rétablissement du monopole du commerce extérieur et pour la défense de tous les acquis que les masses ont arrachés par la révolution nationale — qui a évidemment inclus un certain nombre d'aspects sociaux, ne serait-ce que pour assurer l'assise populaire et la stabilité des nouveaux régimes bureaucratiques partiellement et temporairement anti-impérialistes.

Du reste, en ce qui concerne précisément les revendications à mettre en avant dans ces pays, l'appel à la conférence internationale souffre du même caractère abstrait et propagandiste que sur les autres questions d'orientation. Dire, en effet, que « *nous combattons pour des soviets ouvriers et paysans et pour le*

*renversement des bureaucrates restaurationnistes qui s'apprêtent à achever la restauration du capitalisme* » (point 9), ce n'est que répéter une évidence purement propagandiste ; ici comme ailleurs, il conviendra au contraire d'élaborer une plate-forme de revendications transitoires pour définir une orientation pratique d'intervention dans la lutte de classe, qui soit susceptible d'aider le combat réel des travailleurs de ces pays.

#### 5. Sur la IVe Internationale : affirmer l'héritage en évitant le formalisme

Le Groupe CRI estime abusif de caractériser comme une « *divergence importante* » entre les organisations signataires celle qui porte sur la « *caractérisation actuelle de l'Internationale révolutionnaire* », c'est-à-dire sur son nom : Ve Internationale, Internationale ouvrière révolutionnaire ou IVe Internationale régénérée et refondée (préambule de l'appel). En effet, ce qui compte avant tout, c'est le programme, qui est le programme marxiste révolutionnaire tel qu'il s'est enrichi à travers les textes et les actes des trois premières Internationales, tel qu'il s'est incarné dans le combat de Trotsky et d'autres pour l'Opposition de gauche et pour la IVe Internationale. Or, sur ce point, l'accord entre les organisations signataires semble solide, puisque, outre leur dénonciation des révisionnistes et liquidateurs du programme de la IVe Internationale, elles déclarent : « *Nous réaffirmons le trotskysme, le programme de la IVe Internationale et sa mise à jour, comme continuité de la IIIe Internationale de Lénine, école de stratégie révolutionnaire* » (point 16). C'est certainement la raison pour laquelle, au demeurant, elles n'estiment pas leur divergence si « *importante* » qu'elle empêche de mener cette discussion « *dans un Centre international commun, parce que le programme nous a unis* ». Cette position semble en effet de bon sens, étant donné l'ampleur des convergences d'ordre général...

Pour le Groupe CRI, la question du *nom* de l'Internationale que nous voulons ne peut être tranchée que par un accord sur l'interprétation de l'histoire de la IVe Internationale, de sa genèse dans les années 1930 jusqu'à sa liquidation comme



organisation révolutionnaire par le pablisme révisionniste, sans oublier l'histoire des différents courants qui ont combattu le pablisme à un moment ou à un autre, de manière plus ou moins résolue et correcte. Toute autre perspective que celle de cette analyse historique précise et rigoureuse sur la base des textes et des faits donnerait nécessairement à cette discussion un caractère purement scolastique.

Dans cette optique, il conviendrait de rappeler tout d'abord que *la IVe Internationale n'a jamais été réellement construite*, puisque, contrairement aux trois premières, elle n'a pas pu devenir une organisation de masse agissant de manière dirigeante dans la lutte de classe internationale. Bien sûr, elle a été *fondée* à l'initiative de Trotsky en 1938 par une poignée de militants représentant des « sections » minuscules, mais conscients d'assurer la continuité du communisme révolutionnaire internationaliste en cette veille de la Seconde Guerre mondiale qu'ils savaient imminente. Mais elle était dès sa naissance dans un état de faiblesse totale, plusieurs de ses sections (avant tout ses sections soviétiques, mais aussi ses sections allemande, autrichienne, espagnole...) ayant été liquidées et plusieurs de ses principaux dirigeants (Sedov, Klement, etc.) assassinés par les stalinien. La décapitation politique de la frêle organisation fut achevée par l'assassinat de Trotsky en 1940 et sa dislocation organisationnelle par la guerre : les sections furent coupées les unes des autres et ne subsistèrent que de manière morcelée, notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Argentine, en Bolivie, ainsi qu'en Chine et au Vietnam ; de leur côté, les sections françaises, divisées avant la guerre, durent subir en outre, dès 1939, l'abandon pur et simple des principaux dirigeants, notamment Naville et Rosenthal, la capitulation de quelques-uns devant le fascisme, le ralliement d'autres encore au social-patriotisme, etc. En Europe, une véritable organisation internationale fut partiellement reconstituée à la fin de la guerre, mais par des militants qui n'étaient pas des dirigeants, qui étaient jeunes, inexpérimentés et peu formés au marxisme. Dans le contexte de la trahison de la montée révolutionnaire par le stalinisme triomphant, le révisionnisme programmatique, le bureaucratisme organisationnel et l'auto-proclamation petite-bourgeoise ont tendu d'emblée à s'emparer de la direction officielle, d'autant plus aisément que les sections préservées

dans les autres continents n'ont pas voulu (sections britannique et surtout étasunienne, repliées sur elles-mêmes sous la pression de l'état de guerre, puis de la guerre froide...) ou n'ont pas pu (section vietnamienne, décapitée par les stalinien en 1945...) jouer le rôle dirigeant qui leur incombait étant donné leur taille, leur implantation dans la classe et leur expérience. Cela permit à la direction européenne, conduite par Pablo, de développer des pratiques petites bourgeoises, une désinvolture sur le bilan — les leçons du passé et les fautes commises par les trotskystes pendant la guerre (notamment en France) — et surtout une paralysie dans la lutte de classe, due à une fascination pour la puissance du stalinisme triomphant et de ses succès en Europe et en Asie. Cela conduisit rapidement au révisionnisme liquidateur, puis à l'éclatement organisationnel de cette petite structure qui s'appelait encore la IVe Internationale. Par la suite, les forces qui ont résisté au pablisme d'une manière ou d'une autre (healysme, lambertisme, cannonisme, morénisme, etc.) ont fini par capituler devant les appareils stalinien, réformistes et/ou nationalistes-petits bourgeois et sont finalement devenues à leur tour révisionnistes et liquidatrices.

Or, si la IVe Internationale n'a jamais été *construite*, il est clair que notre tâche historique reste, aujourd'hui comme depuis les années 1930, la *construction* de l'Internationale communiste révolutionnaire, sur la base des acquis des trois premières Internationales, de l'Opposition de gauche et de la IVe fondée par Trotsky. Il est donc nécessaire à la fois d'éviter le formalisme ou le fétichisme à l'égard d'une organisation qui n'a jamais existé réellement (c'est-à-dire comme organisation réellement internationale pesant sur les événements historiques) et d'affirmer ouvertement notre héritage historique (même si, encore une fois, celui-ci est et sera avant tout, en définitive, une réalité pratique, incarnée dans le comportement d'organisations révolutionnaires intervenant dans la lutte de classe). Dès lors, dire avec la LOI et le COTPCI, que la IVe Internationale a besoin d'être « *régénérée* », c'est oublier qu'elle n'existe plus du tout comme organisation et qu'elle n'a pas « *dégénéré* », mais a été *liquidée* par le pablisme ; et dire qu'elle a besoin d'être « *refondée* » est ambigu, car il ne s'agit pas de répéter le passé ou de

répéter mécaniquement le *Programme de transition* de 1938, mais d'intégrer au contraire dans un *programme de transition actualisé* les leçons de soixante-cinq années de lutte de classe d'une richesse immense. En revanche, parler avec le GB et LM d'« Internationale ouvrière révolutionnaire » a l'inconvénient d'une part de ne pas désigner comme « communiste » cette organisation que nous voulons, et pourrait laisser croire d'autre part (ce qui n'est évidemment nullement l'intention du GB et de LM) que le programme de l'Internationale n'intégrerait pas le combat pour la IVe Internationale et son programme trotskyste, voire que nous pourrions faire une organisation commune avec, par exemple, les anarchistes, les prétendus « luxembourgistes » et tous les vrais ou faux « bordiguistes » (autant de courants et de militants qui se réclament d'un anti-stalinisme non trotskyste depuis les années 1920), voire avec les plus ou moins fidèles « maoïstes » ou certains vieux stalinien, qui se réclament eux aussi formellement du combat pour une « Internationale ouvrière révolutionnaire », et dont les forces ne sont pas négligeables dans certains pays, notamment en ce qui concerne les maoïstes, de sorte qu'il convient de s'en distinguer clairement dès le premier abord aux yeux des masses. Enfin, la proposition de parler avec le CWG d'une « Ve Internationale » est beaucoup trop vague et tombe elle aussi sous les réserves formulées contre la proposition précédente.

En un mot, et puisqu'il faut bien faire des propositions concrètes, le Groupe CRI serait pour sa part partisan d'une formule du type : « *Comité international pour la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire (nouvelle IVe Internationale)* ».